

Affaires courantes

LA PROGRAMMATION À LA RADIO ET À LA TÉLÉVISION

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Dans la deuxième, les habitants de ma circonscription veulent que le CRTC interdise l'emploi à la radio et à la télévision de langage grossier.

Les pétitionnaires estiment qu'un tel langage nuit à leurs efforts en tant que parents et est inacceptable. Ils demandent que le CRTC impose des règles rigoureuses de conduite à ce propos, à la radio et à la télévision.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway): Madame la Présidente, j'ai l'honneur de présenter un certain nombre de pétitions cet après-midi.

Tout d'abord, une pétition venant d'habitants d'Alberta et de Colombie-Britannique qui font remarquer que deux Canadiens, Christine Lamont et David Spencer, ont été condamnés à 28 années de détention chacun dans une prison brésilienne.

Ils ont été victimes d'une erreur judiciaire, ont subi un traitement cruel et inhabituel dans les prisons brésiliennes et ont souffert de discrimination pour la détermination de la peine ainsi que pour la libération conditionnelle; l'effet cumulatif de ces irrégularités fournit de solides motifs pour que le gouvernement du Canada cherche à obtenir un remède en leur faveur, et ce remède est l'expulsion.

Les pétitionnaires demandent donc au Parlement d'exhorter la secrétaire d'État aux Affaires extérieures à demander au gouvernement brésilien d'expulser Christine Lamont ainsi que David Spencer et de les renvoyer chez eux au Canada.

[Français]

LES DROITS DE LA PERSONNE

M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway): Madame la Présidente, j'ai aussi l'honneur de déposer une pétition signée par plusieurs résidents de la ville de Québec qui soulignent le fait que l'image internationale du Canada est celle de chef de file comme défenseur des droits de la personne.

Compte tenu du fait que depuis plus de 50 ans, un trafic illégal de travailleurs haïtiens existe entre Haïti et la République dominicaine et que des humains vendus comme du bétail sont confinés dans des *bateys* et contraints de couper de la canne à sucre dans des conditions qui bafouent les droits de la personne, par conséquent, les pétitionnaires demandent au Parlement d'encourager le gouvernement à imposer des sanctions diplomatiques,

politiques et économiques à la République dominicaine et d'agir comme leader en soulevant le problème auprès de l'Organisation des Nations Unies et de s'assurer que ce problème devienne une priorité pour l'ONU.

[Traduction]

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway): Madame la Présidente, j'ai également une pétition signée par des centaines d'habitants de North Burnaby qui font remarquer que Postes Canada continue de fermer et de privatiser des bureaux de poste, et qu'on a abandonné le service au comptoir au bureau de poste de North Burnaby, rue MacDonald sud, à Burnaby.

Les pétitionnaires demandent donc humblement au Parlement de mettre fin à la fermeture ainsi qu'à la privatisation des services postaux et de rétablir le service au comptoir au bureau de poste de North Burnaby dans le même édifice administré par la Société canadienne des postes.

LES PENSIONS

M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway): Madame la Présidente, j'ai aussi l'honneur de présenter une pétition signée par des centaines d'habitants de l'intérieur de la Colombie-Britannique et en particulier par des employés du bureau d'Agriculture Canada de la Royal Avenue, à Westminster, en Colombie-Britannique.

Ces gens, qui sont membres de l'Alliance de la fonction publique du Canada, signalent que l'indexation des pensions de tous les Canadiens est essentielle. Selon eux, la majoration des prestations en fonction de la hausse du coût de la vie permet au moins aux retraités de maintenir le niveau de leur pension. Les pétitionnaires s'inquiètent de la décision du gouvernement qui veut réduire et même éliminer les mesures de protection contre l'inflation.

Par conséquent, ils exhortent le Parlement à continuer de protéger contre l'inflation les pensions des fonctionnaires fédéraux de façon à prouver que le gouvernement est disposé à garantir des pensions pleinement indexées à tous les Canadiens.

L'OFFICE NATIONAL DU FILM

M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway): Enfin, madame la Présidente, j'ai l'honneur de déposer une pétition signée par des habitants d'Ottawa et de Montréal qui signalent que le studio D de l'Office national du film s'est bâti une réputation internationale en tant que centre de production de films traitant des femmes et défendant leurs intérêts.